

La construction euro-méditerranéenne depuis 1995 vue par Serén Florensa,
directeur de l'Institut européen de la Méditerranée.

Vertiges de l'union méditerranéenne

Directeur de l'Institut européen de la Méditerranée, Serén Florensa a tracé, les 28 et 29 septembre 2010 lors de l'université internationale d'été à Poitiers, les grandes lignes d'une politique européenne de la Méditerranée qui est, aujourd'hui, à un tournant crucial. Cette politique est ambitieuse mais donne le vertige à bien des États.

«Aujourd'hui, nous recherchons une autre voie pour la Méditerranée. Parmi les différentes possibilités, le partenariat euro-méditerranéen est intéressant.

En 1995, après l'avoir complètement ignorée, l'Europe a changé d'attitude envers l'autre rive de la Méditerranée. Deux facteurs ont influencé ce changement. D'abord, avec l'élargissement de la communauté vers le Sud avec l'entrée du Portugal, de l'Espagne et de la Grèce, l'Europe a hérité de liens traditionnels avec les pays arabo-musulmans.

Et puis, il y eut la chute du mur de Berlin. Pour le chancelier Kohl, ce fut l'occasion de la réunification. Ce projet n'était pas bien compris ni des Européens, ni même des Allemands. Finalement, un accord s'est fait pour une grande politique européenne vers l'Est à condition qu'il y ait une grande politique européenne vers le Sud. Ce pacte fut établi en juin 1995 au sommet de Cannes et s'est traduit dès novembre 1995 par la conférence de Barcelone.

LE PROCESSUS DE BARCELONE

La déclaration finale de cette conférence jette les bases de la coopération euro-méditerranéenne, qu'on appelle le processus de Barcelone. Son dessein est de «construire, autour de la Méditerranée, une zone de progrès et de stabilité, de progrès économique partagé et de dialogue entre les peuples». L'économie est désignée alors comme le moteur du processus, avec, en son cœur, une zone de libre-échange qui, en répartissant le

progrès, doit mener à la connaissance mutuelle et donc à la construction de cette zone de paix et de stabilité. Le processus a d'abord connu une phase classique de fondation de 1995 à 2005 : établissement des traités bilatéraux de l'Union européenne avec chaque pays voulant jouer le jeu comme la Tunisie, le Maroc, la Jordanie ou même, ce qui est intéressant, Israël. L'Algérie ou la Syrie ne l'ont pas joué. Création de quelques institutions de base : une assemblée parlementaire euro-méditerranéenne dont le volet économique est l'établissement de la zone de libre-échange à travers les traités avec chaque pays, la facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (Femip) de la Banque européenne d'investissement, qui fonctionne très bien d'ailleurs, et la fondation Anna Lindh pour le dialogue interculturel en Méditerranée.

EN BONS VOISINS

Et, à travers l'application du traité avec chaque pays et la mise à disposition des fonds Meda, on a pu arrêter d'un commun accord un programme indicatif national d'action dont la finalité est la modernisation des institutions et de la législation et non de grands travaux publics. Les fonds disponibles ne sont pas très grands – beaucoup moins importants que ceux mis à disposition des pays de l'Est – mais représentent quand même 3 milliards d'euros par an issus de la Commission européenne et de la Banque européenne d'investissement. Pour la douane, la formation professionnelle, l'éducation, la gestion des hôpitaux. [...] Les pays qui ont joué le jeu en ont beaucoup profité même s'il y a eu des réticences, notamment de Ben Ali, devant la conditionnalité de cette modernisation qui s'appliquait aussi à des questions comme la justice ou la liberté de la presse.

À partir de 2007, c'est l'application de la politique européenne de voisinage que Romano Prodi définit comme

une intégration de ces pays à l'Union européenne sans qu'ils soient membres politiques des institutions. Ils peuvent accéder au marché intérieur européen ou encore appartenir à des agences. Aussi, le Maroc fait-il partie de l'Agence européenne de contrôle aérien. Et l'espace aérien marocain se gère de la même manière que l'italien ou l'espagnol.

LE PETIT DÉASTRE

Et puis, en 2008, le président Sarkozy fait une proposition d'Union méditerranéenne qui nous a semblé être un petit désastre. En effet, le partenariat euro-méditerranéen était fondé sur ce grand pacte : une politique vers le Sud de la Méditerranée à condition de laisser faire une politique vers l'Est. Le seul levier de soutien des pays méditerranéens était donc clairement de compter sur la force de toute l'Europe. Or, la proposition du président Sarkozy était teintée d'un nationalisme traditionnel français accentué : il a prononcé son premier grand discours sur l'Union méditerranéenne depuis la base navale de Toulon. C'est incroyable de faire ça. C'est un lieu magnifique pour beaucoup de choses mais pas pour cela. Et puis il a convoqué le grand sommet à Paris un 14 juillet ! Il a amené tous les leaders méditerranéens voir le défilé ! Heureusement avec l'aide de M^{me} Merkel, pour qui il est hors de question de mettre en danger le processus d'unification européenne, on a réussi à le convaincre qu'il

fallait que ce soit un projet de toute l'Europe et qu'il ne fallait pas renationaliser la politique méditerranéenne.

VERS OÙ ?

Mais, maintenant, il faut faire avancer ce partenariat euro-méditerranéen dans un sens plus solide et plus effectif, vers une plus forte institutionnalisation. Les États mettent en avant bien des obstacles à son fonctionnement. Le projet est ambitieux et les États ont peut-être le vertige. Avant 1995, l'écart entre les deux rives de la Méditerranée était non seulement grand mais grandissant. À partir de 2002, cet écart, tout en restant grand, a commencé à se réduire.» ■

Cinq mois plus tard



L'Actualité Poitou-Charentes a demandé à Senén Florensa en quoi les révolutions arabes avaient un impact sur sa manière d'envisager une union de la Méditerranée et quel était cet impact ? Voici sa réponse : «L'impact est énorme et ces révolutions annoncent une nouvelle ère pour le monde arabe. L'Union européenne devra être plus impliquée que jamais dans la construction de démocraties chez ses partenaires méditerranéens et reformuler une politique méditerranéenne devant combiner le meilleur du processus de Barcelone et de l'Union pour la Méditerranée.»

La Voie d'Edgar Morin

Dans le livre d'Edgar Morin paru en janvier 2011, *La Voie. Pour l'avenir de l'humanité* (Fayard), on retrouve bien des thèmes au programme de l'Université internationale d'été «Changer de voie» organisée à Poitiers en septembre 2011. Un livre d'analyses, de synthèses, de propositions, mais aussi de combat et d'espérance. Edgar Morin aimerait tant qu'il devienne aussi un outil pour les jeunes qui «bouillonnent du désir d'aventure». Pour le reste, il se fait peu d'illusions, comme en atteste la citation qui suit. Mais avant, rappelons que la manifestation poitevine est organisée avec le soutien et la présence

de Ségolène Royal, présidente de la Région Poitou-Charentes, et d'Alain Claeys, député-maire de Poitiers.

«L'action politique s'est toujours fondée implicitement ou explicitement sur une conception du monde, de l'homme, de la société, de l'histoire, c'est-à-dire sur une pensée. C'est ainsi qu'une politique réactionnaire a pu se fonder sur Bonald, Joseph de Maistre, Maurras, qu'une politique modérée a pu se fonder sur Tocqueville, que les politiques révolutionnaires ont pu se fonder sur Marx, Proudhon, Bakounine. Une politique qui vise à l'amélioration des relations entre humains (peuples, groupes, individus) doit plus qu'une autre se fonder non seulement sur une conception du monde, de l'homme, de la société, de l'histoire, mais aussi sur une conception de l'ère planétaire. Je me suis essayé à le faire dans *Introduction à une politique de l'homme, Pour une politique de civilisation, Terre-Patrie*.

Il nous faut donc un diagnostic pertinent sur le cours actuel de l'ère planétaire qui emporte l'espèce humaine dans sa course : c'est ce que j'ai tenté dans *Vers l'abîme ?* et c'est un renouvellement de ce diagnostic

qui figure dans l'introduction du présent ouvrage. Or la pensée politique en est au degré zéro. Elle ignore les travaux sur le devenir des sociétés et sur le devenir du monde. «La marche du monde a cessé d'être pensée par la classe politique», dit l'économiste Jean-Luc Gréau. La classe politique se satisfait de rapports d'experts, des statistiques et des sondages. Elle n'a plus de pensée. Elle n'a plus de culture. Elle ne sait pas que Shakespeare la concerne. Elle ignore les sciences humaines. Elle ignore les méthodes qui seraient aptes à concevoir et traiter la complexité du monde, à lier le local au global, le particulier au général.

Privée de pensée, elle s'est mise à la remorque de l'économie. Comme disait Max Weber, l'humanité est passée de l'économie du salut au salut par l'économie. Celle-ci croit résoudre les problèmes politiques et humains par la compétition, la dérégulation, la croissance, l'augmentation du PIB, et, en cas de crise, par la rigueur, c'est-à-dire les sacrifices imposés aux peuples. Et, de même que la chouette fuit le soleil, la classe politique se détourne de toute pensée qui pourrait éclairer les chemins du bien commun.»



Noémie Pinganaud